

Peut-être confrontée, et cette fois-ci malgré elle, aux limites de la planète, à celles du modèle économique dominant et à la plus rapide transition qu'elle pourra être contrainte de mener, l'humanité devra à la fois repenser ses espaces, ses organisations institutionnelles, faire preuve de célérité et penser le « temps long ».

titre sous réserve

# Les territoires dans la grande transition



D'après photos Daniel Joubert, via Flickr

**Changement climatique,** révolution numérique, pression démographique, basculement géopolitique... L'humanité fait face à une série de défis inédits. Elle est engagée dans une « grande transition », comme la qualifie et l'analyse la Société française de prospective (SFdP)<sup>1</sup> dans une récente publication.<sup>2</sup> Une transition comparable dans son importance à l'apparition de l'agriculture au néolithique et à l'avènement des sociétés industrielles, mais une transition qui opère sur une période beaucoup plus courte et qui est d'ampleur planétaire. Une autre différence – capitale – est que, pour la première fois de son histoire, l'humanité risque fort d'être confrontée à une forme de décroissance, face aux désordres

engendrés par le changement climatique, et notamment la perte de biodiversité, alors qu'elle s'est toujours située dans une perspective d'expansion. À tout le moins, il faudra procéder à de profondes adaptations des modes de vie et de production.

## Un nombre d'initiatives des territoires hélas insuffisant

Face à ces défis, les territoires – régions, métropoles, pays, communautés d'agglomération – multiplient les initiatives : élaborant des plans de développement, investissant dans les énergies renouvelables, les mobilités douces... mettant en place des économies circulaires, une agriculture durable...

inventant de nouvelles formes d'action sociale et de démocratie locale... Quant aux pouvoirs centraux, ils engagent des réformes d'envergure, redécoupant le territoire national.

Mais les résultats ne sont pas à la hauteur des enjeux. Les inégalités s'accroissent entre les territoires et entre les populations. Et les tensions politiques et sociales montent. Au point de mettre en question nos organisations démocratiques et de déstabiliser nos institutions dont la légitimité ne va plus de soi. Les contradictions devant lesquelles les sociétés sont placées se reflètent dans le débat entre ceux qui se préoccupent de la fin du monde et ceux pour qui la fin de mois prédomine. Mais certains, non sans raison, font observer que les deux préoccupations pourraient bien avoir

1. Voir [www.societefrancaisedeprospective.fr](http://www.societefrancaisedeprospective.fr)

2. Christine Afriat et Jacques Theys (coord.), *La grande transition de l'humanité*, FYP Éditions, 2018.

« pour la première fois de son histoire, l'humanité risque fort d'être confrontée à une forme de décroissance »

une seule et même cause : la surexploitation de la nature et des hommes dans lesquels s'est engagé un capitalisme débridé.

En tout état de cause, un facteur majeur de cette déstabilisation est le télescopage des transitions, qui perturbe profondément les organisations politiques et administratives habituées à traiter les problèmes en « silos ». Les transitions, insuffisamment pensées et traitées séparément, génèrent des conflits et engendrent un sentiment de perte de sens. C'est au niveau des collectivités territoriales qu'une cohérence peut être retrouvée au travers de projets de société aux finalités démocratiquement élaborées et partagées.<sup>3</sup>

## Questions-clé

Si on veut avancer sur le chemin d'une grande transition « choisie », à tout le moins maîtrisée, plus que « subie » – suivant une alternative évoquée par la SFdP dans son ouvrage –, plusieurs questions de fond semblent incontournables.

La première question est celle des modèles de développement économique et social. Est-il possible d'inventer de nouveaux modèles efficaces et durables – et ce, de la grande métropole au petit village ? Ceux que nous avons connus ces récentes décennies, manifestement, ne fonctionnent plus. Entre les excès de vulnérabilité des grandes conurbations et les insuffisances de productivité des petites agglomérations, quelle est la plage des possibles dans un contexte de mondialisation ? Comment empêcher l'accroissement des inégalités et le développement de la précarité ? Si on imagine à quoi peuvent ressembler des modes de vie plus « écologiques »

pour l'alimentation, le logement, ou les transports<sup>4</sup>, comment articuler cela avec des conditions d'emploi et de revenu qui vont être profondément affectées par la révolution numérique et ses applications (intelligence artificielle, robotisation, et autres) ?

## Repenser l'articulation des compétences institutionnelles

La deuxième question concerne les cadres institutionnels. Qui doit et peut faire quoi, aux différents échelons administratifs ? Pour développer les facultés d'adaptation et de résilience des territoires, il faut, à la fois, donner suffisamment de capacités d'initiative et de moyens aux pouvoirs locaux, et donner au pouvoir central suffisamment de capacités d'investir dans des services publics essentiels et de fixer des normes efficaces. L'équilibre n'est pas facile à trouver, comme en témoigne la récente fronde des élus locaux face à un pouvoir vécu comme trop « vertical »<sup>5</sup>, et en témoigne aussi la critique des populations face aux dérives ou aux insuffisances de la décentralisation, qui doit profiter à tous<sup>6</sup>. C'est un sujet essentiel dans un pays aux fractures profondes révélées par la révolte des Gilets jaunes.

## Penser le « temps long »

La troisième question, enfin, concerne la construction collective du futur. C'est-à-dire d'une prospective adaptée aux enjeux. On note des initiatives territoriales importantes, ici et là.<sup>7</sup> Mais au total, les territoires manquent de moyens et de compétences pour conduire des exercices de fond, et surtout de méthodes pour impliquer les populations avec tous les engagements auxquels cela peut donner lieu. Une prospective « démocratique » commence, sans doute, par des mesures d'envergure pour créer dès l'enfance un regard vers le long terme. N'est-ce pas un impératif évident quand on songe qu'un enfant conçu aujourd'hui a de grandes chances d'être encore en vie en 2100, et qu'entre temps, au fil de sa vie, il aura dû faire face aux multiples défis de la grande transition ?

Ces questions ont structuré le colloque que la Société française de prospective a consacré aux « territoires dans la grande transition »<sup>8</sup>. Pour y répondre, il a été donné en priorité la parole aux acteurs des territoires, pour recueillir leurs témoignages, s'appuyer sur leurs réflexions et tirer des enseignements de leurs expériences, notamment des plus emblématiques. ■

« les transitions, insuffisamment pensées et traitées séparément, génèrent des conflits et engendrent un sentiment de perte de sens »

3. Johanna Rolland, maire de Nantes, « Villes, territoires et transition démocratique », *Futuribles* n° 429, mars-avril 2019.

4. Voir par exemple les scénarios imaginés par l'Ademe pour des familles-types dans le contexte d'une division par 4 des émissions nationales de gaz à effet de serre à l'horizon 2050 (par rapport à celles de 1990).

5. Appel de Marseille pour les libertés locales, lancé par les maires, les présidents de départements et de régions, le 26 septembre 2018.

6. Sondage *La Tribune-BVA-Public Sénat*, *La Tribune*, 28-03-2019.

7. Voir par exemple les initiatives lancées par la région Nord-Pas-de-Calais autour de la « 3<sup>e</sup> révolution industrielle », ou encore la prospective sur le changement climatique réalisée par la région Nouvelle-Aquitaine.

8. Le « Printemps de la prospective », 19 juin 2019, Paris (Forum 104).



**Jean-Éric Aubert**  
Président de la Société française de prospective